

CESE-Employeurs.Actualités

AVRIL 2008

EDITORIAL

L'ESPRIT D'ENTREPRISE, UNE VISION D'AVENIR POUR L'EUROPE

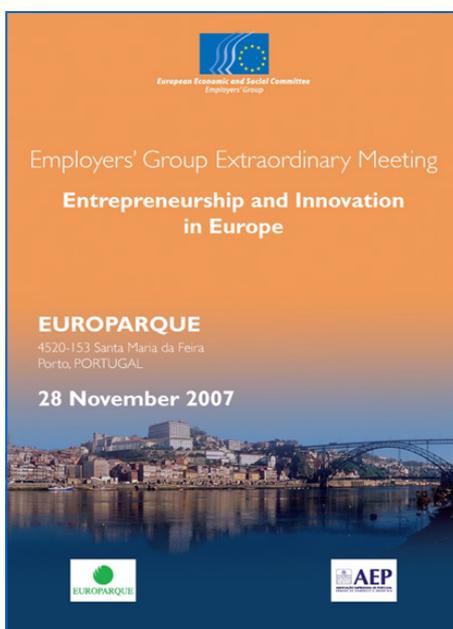
Le Groupe des Employeurs du Comité économique et social, à l'instigation de notre dynamique collègue Madi Sharma, a fait de la promotion de «l'esprit d'entreprise» en Europe sa priorité centrale.

Ce n'est ni une lubie, ni une fixation. Notre seule richesse est dans l'imagination des Femmes et des Hommes qui peuvent créer des richesses. Richesses matérielles certes, mais aussi en idées, en art, en littérature, en design, en cuisine. Toute créativité est richesse.

L'esprit d'entreprise est une propension à créer, à innover, à se remettre en question chaque jour, à refuser la routine et l'habitude. L'esprit d'entreprise c'est le choix d'un jeune de se lancer dans une aventure professionnelle plutôt que de passer un concours administratif: créer une société dans la mode ou dans les services Internet, une radio locale ou un groupe de musique Rock. Dans de nombreux pays de l'Union européenne, notre système éducatif ne prédispose pas à l'esprit d'entreprise: trop de soumission à l'autorité ou à la hiérarchie, pas assez de mise en confiance. L'environnement économique, financier, administratif, multiplie les obstacles qu'on peut résumer en «Pas de confiance».

Nos vieilles sociétés fatiguées ne font plus confiance aux énergies et aux

initiatives nouvelles. Dans le film «la graine et le mulet», un réalisateur français met bien en scène les difficultés d'un ouvrier immigré



licencié par son employeur qui veut créer son entreprise. Qui lui fera confiance? Il n'y a que ses amis et la Chambre de Commerce de Sète.

Au-delà de la responsabilité de la puissance publique, il y a aussi un peu de notre responsabilité, nous organisations d'employeurs à nous monter ouverts et à faire confiance.

L'esprit d'entreprise ne doit pas s'arrêter aux seuls managers et chefs d'entreprise. Tout le monde doit être concerné jusqu'au salarié

«tout en bas de l'échelle», à lui de comprendre que par sa créativité il peut s'épanouir et s'assumer, à sa hiérarchie de le comprendre, de lui faire confiance et de savoir le récompenser. Comme mon collègue Staffan Nilsson, le Président du Groupe des Activités diverses du CESE me l'a fait remarquer, l'esprit d'entreprise est aussi une vertu pour les agriculteurs, les professions libérales, le secteur associatif.

Promouvoir l'esprit d'entreprise, c'est promouvoir le goût du risque et la confiance. L'Union européenne doit s'y employer, non seulement par des mots, mais en donnant l'exemple! L'Europe est en soi la plus belle entreprise de nos 50 dernières années. Ses Pères fondateurs avaient le goût du risque et ont fait confiance aux peuples européens!

Le succès des élargissements successifs est une illustration du risque, de la confiance et du goût d'entreprendre!

Alors c'est à notre Comité et plus particulièrement à notre Groupe des Employeurs, qui fêtent cette année leurs 50 ans, de montrer la voie. Prenons des Risques. Ayons le goût d'entreprendre!

Henri MALOSSE
PRÉSIDENT
GROUPE DES EMPLOYEURS

DANS CETTE ÉDITION

EDITORIAL

Pg. 1

ESPRIT D'ENTREPRISE A VISAGE HUMAIN

Pg. 2

CROIREZ-VOUS A CETTE APPROCHE?

Pg. 2

CULTURE ENTREPRENEURIAL

Pg. 3

HEROS ET HEROÏNES

Pg. 4

MENTALITÉS ENTREPRENEURIALES

Pg. 5

POUR UNE EUROPE ENTREPRENEURIALE

Pg. 5

RENDEZ-VOUS DES JEUNES TALENTS

Pg. 6

PENSER D'ABORD AUX «PETITS»

Pg. 6

LIBÉRER L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Pg. 7

DYNAMIQUE PANEUROPEENNE

Pg. 8

ESPRIT D'ENTREPRISE A VISAGE HUMAIN

«L'esprit d'entreprise à visage humain» est le leitmotiv sous

lequel est placée ma présidence. Il constitue un état d'esprit qu'il y a lieu d'inculquer dès le plus jeune âge, d'où l'importance capitale que revêt à cet égard l'éducation, à la maison comme à l'école.

Ma conviction est que ce processus devrait être lancé dès l'école primaire ou, tout au plus tard, au niveau de l'enseignement secondaire.

«Esprit d'entreprise» est une expression qui a perdu beaucoup de son sens ces dernières décennies. Dans les États membres de l'UE, en particulier ceux de l'ancienne Union des Quinze, bon nombre de citoyens jouissent d'une existence



Dimitris DIMITRIADIS
PRÉSIDENT
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET
SOCIAL EUROPÉEN

confortable - et nous ne pouvons évidemment que nous en réjouir.

Il en résulte toutefois que pour leurs enfants, les parents recherchent avant tout la sécurité et que les jeunes étudiants aspirent à devenir fonctionnaires. Nous avons certes besoin d'une fonction publique de qualité mais il va de soi que nous ne pouvons tous en faire partie. Tout au contraire, je suis convaincu qu'en

sensibilisant nos jeunes aux «ingrédients» de l'esprit d'entreprise, que sont par exemple la prise de risque, la créativité et l'innovation, nous ouvrirons la voie à cette augmentation des créations d'entreprises dont nous avons absolument besoin pour susciter de nouveaux emplois en Europe.

La Commission et le CESE devraient encourager les pouvoirs

publics nationaux à s'atteler à la promotion d'une mentalité d'entrepreneur dans la population. Un des moyens d'y parvenir consiste à évaluer, accueillir, stimuler et soutenir un tel état d'esprit au sein de toutes les activités d'éducation et de formation, dans un processus d'apprentissage tout au long de la vie. Il est d'une importance capitale de donner conscience à tout un chacun des avantages qu'une attitude d'entrepreneur peut lui apporter, sur un plan personnel comme pour la collectivité dans laquelle il vit.

Il faut bien voir que *chacun* d'entre nous peut faire la différence et contribuer activement au bien-être général. Une des implications de cette approche est que les entrepreneurs doivent pouvoir disposer de cette deuxième ou troisième chance de se lancer qui, aux États-Unis par exemple, leur est reconnue tout naturellement.

CROIREZ-VOUS A CETTE APPROCHE?

Pour être entrepreneurs au sens holistique du terme, les employeurs, et en vérité l'ensemble des partenaires sociaux et des intéressés, devraient s'efforcer de parvenir à un équilibre entre leurs activités visant à promouvoir la compétitivité et celles qui ont trait aux aspects sociaux du développement économique.

La Commission européenne (DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances) plaide en faveur d'une plus grande interaction



Mme Susan BIRD
COMMISSION EUROPÉENNE

entre développement de l'emploi local et responsabilité sociale des entreprises. Par développement de l'emploi local, on entend la création de stratégies globales impliquant plusieurs acteurs afin d'accroître la prospérité et de promouvoir l'inclusion au niveau local.

Traditionnellement, ce type d'activité était l'apanage du secteur public. Maintenant que les entreprises prennent de plus en plus au sérieux la notion de responsabilité sociale, l'un des défis auxquels elles sont confrontées consiste à s'engager

sérieusement, sur une base volontaire, avec toutes les parties prenantes au niveau local afin de promouvoir des stratégies de développement économique véritablement inclusives et avantageuses pour tous. Non seulement il est possible d'aborder ouvertement et de manière positive la question d'éventuelles délocalisations, mais de nouveaux partenariats public-privé peuvent encourager la mise en œuvre d'idées nouvelles telles que l'importante question de la flexicurité. Le défi, pour les employeurs comme pour les autres acteurs, est clair: croirez-vous, croiront-ils à cette approche? La Commission européenne l'espère.

CULTURE ENTREPRENEURIAL

La forme d'entreprise la plus courante en Europe est celle de la microentreprise (91%). L'Europe compte en outre 7% de petites entreprises. Il en découle qu'en matière de promotion de l'esprit d'entreprise, il conviendrait tout d'abord d'identifier les principaux problèmes auxquels les PME sont confrontées en Europe, pour envisager ensuite les solutions qui permettraient de les résoudre.



Eve PÄÄRENDSON
MEMBRE DU CESE

Les plus grands défis auxquels sont confrontées les entreprises européennes sont:

- un niveau de productivité insuffisant;
- un niveau de recherche et développement limité et un manque généralisé de compréhension de ce qu'une véritable innovation signifie. Les liens entre la recherche et les PME ne fonctionnent pas suffisamment bien;
- le manque d'esprit d'entreprise dans l'UE, la nécessité de mettre en place un enseignement primaire axé davantage sur l'économie;
- l'internationalisation des PME. Seuls 3% des PME européennes ont des filiales, des succursales ou des coentreprises dans d'autres pays;
- le problème persistant de la qualité du système éducatif;
- le manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs (alors que, certaines ressources humaines ne sont pas exploitées dans notre société: les femmes, les jeunes, les personnes handicapées);
- le fait que les PME européennes sont confrontées à 27 systèmes fiscaux différents.

LE RYTHME GÉNÉRAL DES RÉFORMES DANS L'UNION EST PRÉOCCUPANT ET L'INNOVATION DEMEURE UN PROBLÈME

L'agenda de Lisbonne prévoit d'octroyer 3% du PIB à la recherche et au développement. Malheureusement, il faut

constater que l'Europe n'y consacre toujours qu'une part bien inférieure à celle que lui consacrent les États-Unis et le Japon (1,93% pour l'UE, comparé à 2,59% aux États-Unis et à 3,15% au Japon). Si la tendance actuelle se poursuit, la Chine aura rattrapé l'UE en 2009 en termes d'intensité de recherche et développement.

QUE DEVRAIT FAIRE L'UE POUR ASSURER LA PROMOTION DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE?

L'Union européenne doit s'efforcer de simplifier son environnement juridique, en créant un environnement réglementaire simple facilement applicable, une fiscalité moins contraignante.

- l'UE doit développer des politiques communautaires favorisant la croissance des PME et veiller à une mise en œuvre cohérente du principe "penser d'abord aux petites entreprises" lors de l'élaboration de nouvelles législations de l'UE;
- une coopération plus étroite entre les États membres et l'UE est indispensable en vue de déréguler les marchés dans l'UE;
- il convient de supprimer les entraves à l'innovation et au changement;
- la capacité d'innovation de l'Union doit être renforcée (davantage de ressources pour l'innovation, la construction de grappes d'entreprises et de réseaux de sociétés, le renforcement des liens entre la recherche et les PME), étant donné que le développement économique futur de l'UE dépend de la capacité de celle-ci à créer une croissance dans des secteurs à forte valeur ajoutée et basés sur une recherche novatrice;
- il importe que l'UE s'attache à réformer la flexibilité de l'emploi ainsi que son système éducatif et sa formation professionnelle. Une main-d'œuvre qualifiée revêt une grande importance pour les entreprises.

Malgré les bons taux de croissance économique et les

améliorations notables sur le marché de l'emploi observés au cours des dernières années, la croissance de la productivité de l'emploi reste décevante, avec une moyenne de 1,4% en 2007 et de 1,5% en 2008.

L'Union européenne devrait encourager l'esprit d'entreprise au niveau des écoles et des universités. La qualité de l'éducation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur doit être améliorée. Les établissements de l'enseignement supérieur devraient intégrer davantage l'esprit d'entreprise aux programmes de cours afin de stimuler la mentalité et les capacités entrepreneuriales des étudiants (y compris des étudiants en sciences et technologies).

Les employeurs devraient assumer une responsabilité directe dans le développement de l'esprit d'entreprise et de la culture entrepreneuriale, (par le biais d'une meilleure coopération entre les écoles, les universités et les entreprises: parrainage, visites d'entreprise, journées d'observation en entreprises) Dans ce domaine, l'UE pourrait faire également beaucoup plus qu'elle ne fait. Grâce au système social européen, il est sûr et confortable d'être un salarié au sein de l'Union européenne. À long terme, la création d'un environnement encourageant les gens à prendre davantage de risques et à vouloir devenir entrepreneurs s'impose: il faut susciter le goût de la propriété.

L'entrepreneuriat n'est pas l'option de carrière que privilégient la plupart des Européens. Seuls 45% d'entre eux estiment qu'ils pourraient être entrepreneurs, contre 61% des citoyens américains. Il est également intéressant de noter que l'esprit d'entreprise est plus fort dans les nouveaux États membres de l'UE que dans les anciens. Ainsi, dans l'ancienne UE-15, 51% des jeunes souhaitent devenir entrepreneurs, tandis que 62% des jeunes des nouveaux pays membres pensent lancer leur propre affaire.

HEROS ET HEROÏNES



Madi SHARMA
MEMBRE DU CESE

Le principal reproche que les organisateurs de conférences et les institutions gouvernementales adressent aux entreprises est qu'elles ne s'engagent jamais et qu'il est très difficile de communiquer avec elles. La réunion du groupe Employeurs du CESE qui s'est tenue à Porto a fait figure d'exception, avec 97% de présence et de participation des employeurs! Les 3% restants? Les personnalités invitées étaient Mme Sue BIRD, en charge de la responsabilité sociale des entreprises à la Commission européenne, M. Victor SEQUEIRA, Vice-Président du Groupe des Employés du CESE et M. Staffan NILSSON, Président du Groupe des Activités diverses du CESE.

Le thème de la réunion était l'Esprit d'entreprise et l'innovation en Europe. Des débats animés, des présentations instructives par de véritables chefs d'entreprises et des questions stimulantes de l'assistance, tout cela a montré qu'il s'agit d'un thème essentiel pour les employeurs et l'Europe. Nos invités des groupes II et III

ont pris part aux débats et largement contribué à la discussion.

Au cours des différents débats, les participants ont soulevé quelques sérieuses inquiétudes en ce qui concerne certaines propositions législatives, l'environnement des entreprises et l'avenir de l'Europe dans l'économie mondiale.

Parmi les points clés, citons:

- la valeur de la formation à l'entrepreneuriat, et la façon de la dispenser dès le plus jeune âge;
- la création et la mise en œuvre d'un environnement favorable à la croissance des entreprises;
- la mise en place de mécanismes de soutien aux entreprises en phase de croissance;
- la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes;
- l'accès aux capitaux européens pour le financement de la recherche et de l'investissement;
- la suppression de la honte et de la peur de l'échec;
- le fait de s'assurer que l'image qu'a le grand public des chefs d'entreprises n'est pas confondue avec celle des multinationales;
- le dialogue avec les syndicats et les institutions publiques pour promouvoir les bienfaits qu'apportent les entreprises; la communication avec la Commission afin de garantir que l'impact de la législation sur les entreprises européennes est bien compris, notamment en matière de responsabilité sociale des

entreprises et de chaîne d'approvisionnement.

La conférence s'est achevée sur les paroles de notre président, M. Dimitris DIMITRIADIS, lui-même homme d'affaires, qui a partagé avec nous sa passion pour l'entrepreneuriat et le rôle que l'entreprise a joué dans l'histoire de sa famille. Par la suite, nous avons participé à une visite et goûté les produits de l'une des plus anciennes industries de Porto: son vin!

Les chefs d'entreprises sont passionnés par leur activité mais, du fait de leur unicité, de leur capacité à travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à rebondir, à prendre des risques et à rester optimistes dans les pires situations, ils sont mal compris par la société et souvent méconnus. Les économies dans lesquelles l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation ont été encouragés ont connu une augmentation en termes de croissance et de richesses, ce qui a permis d'accroître les créations et les possibilités d'emplois. De par le monde, de nombreux gouvernements, notamment de pays en développement, ainsi que l'OIT et l'ONU ont fait une priorité de l'esprit d'entreprise. En tant que chefs d'entreprises et membres du groupe I, nous avons un rôle à jouer en communiquant davantage sur notre passion afin que les gens puissent comprendre les bienfaits que l'esprit d'entreprise et les entreprises apportent à la société.

**LES VRAIS HÉROS ET HÉROÏNES
C'EST NOUS!**

MENTALITES ENTREPRENEURIALES

Au cours des dix dernières années, l'approche mise en œuvre par la Commission européenne pour promouvoir l'esprit d'entreprise en Europe a été axée sur la «méthode ouverte de coordination», qui signifie que l'Europe fournit un cadre de coopération aux États membres afin de favoriser la convergence des politiques nationales et la réalisation d'un certain nombre d'objectifs communs. Elle repose principalement sur:

- l'identification et la définition conjointe des objectifs à atteindre;
- la définition de repères communs (statistiques, indicateurs) permettant aux États membres de déterminer où ils se situent et d'évaluer les progrès accomplis en direction des objectifs fixés;
- des instruments de coopération comparatifs destinés à stimuler l'innovation, la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement et de formation (diffusion des «bonnes pratiques», projets pilotes).

Cette méthode a permis d'atteindre des objectifs importants: simplifier les règles et réglementations, faciliter l'accès

aux marchés et renforcer d'une manière générale l'attention accordée à l'esprit d'entreprise dans la politique économique.

Lors de la conférence d'Oslo de 2006, il a également été souligné que l'esprit d'entreprise peut constituer le fruit d'un apprentissage.

L'Europe s'est ainsi fixé pour objectif de favoriser le développement de mentalités entrepreneuriales chez les jeunes à travers l'enseignement à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université. Le thème de l'esprit d'entreprise peut être intégré aux cursus d'enseignement soit en tant qu'élément horizontal de toutes les disciplines (par exemple dans l'enseignement primaire et secondaire) soit comme matière à part entière (en particulier dans l'enseignement supérieur). À Oslo, il a été reconnu, d'un commun accord, que l'éducation à l'esprit d'entreprise englobe un éventail de questions beaucoup plus large



Federico MONTELLI
General Manager
Milan Chamber of
Commerce
**CHAMBRE DE COMMERCE
DE MILAN - ITALIE**

que la seule formation à la création d'entreprise, dans la mesure où elle inclut notamment le développement d'aptitudes personnelles et de compétences horizontales telles que la créativité, le sens de l'initiative et la confiance en soi, pour n'en citer que quelques-unes.

Si l'on peut dire que la politique de promotion de l'esprit d'entreprise a atteint certains de ses objectifs, il est peut-être

temps aujourd'hui d'aller de l'avant et d'établir des programmes plus efficaces pour soutenir également l'esprit d'entreprise dans des domaines tels que la finance, l'innovation, et la transmission des entreprises familiales. Il est vrai que de nombreux programmes (comme les Fonds structurels ou le septième programme de recherche) ont fait de l'entrepreneuriat et des petites entreprises leur principal objectif, mais, dans les faits, la participation des petites entreprises et des nouvelles structures à ces programmes s'est heurtée à certaines difficultés.

POUR UNE EUROPE ENTREPRENEURIALE

La réunion du groupe des employeurs du CESE qui s'est

tenu à Porto, dans le but de familiariser les conseillers avec la réalité socio-économique du Nord du Portugal et de débattre de l'un des thèmes les plus importants de l'agenda européen, "l'esprit d'entreprise", a été un franc succès, compte tenu de l'importante participation des membres et de l'excellente qualité des travaux.



Paulo BARROS VALE
MEMBRE DU CESE

Dans un monde de plus en plus global et concurrentiel, l'esprit d'entreprise et la capacité d'entreprendre sont des besoins urgents pour la dynamisation économique et sociale de l'UE, de ses États membres et de ses régions. À défaut d'entreprises

nouvelles ou modernisées, il est impossible de relever les défis de la croissance et de l'emploi. Seul un effort soutenu en faveur de la capacité d'entreprendre de la part des employeurs et des employés d'entreprises privées et publiques, permettra de répondre aux difficultés actuelles et de maintenir sur le long terme les niveaux de développement et de bien-être atteints.

Ce débat a généré plusieurs propositions et axes de réflexion dont il faudrait tenir compte dans les travaux futurs du CESE, et qui devraient inspirer les protagonistes aux différents niveaux d'activité. Pour répondre aux défis actuels, il faudrait un

faisceau d'actions de nature à produire une révolution tranquille. L'école, les médias, l'État, le système financier, les associations d'entreprises et syndicales, doivent se soucier au quotidien de ce thème important, en préparant les personnes à "l'esprit d'entreprise" ainsi qu'au "goût du risque" car cela fera la différence dans l'Europe de demain. Il est important que chacun à son niveau s'attache à dénouer les blocages du système et à créer le contexte le plus favorable pour le renouvellement permanent d'idées, de méthodes, de produits et de services. Le défi est colossal, et les membres du groupe des employeurs du CESE veulent apporter une contribution active par leur action pour troubler les eaux parfois trop calmes sur lesquelles l'Europe a navigué.

RENDEZ-VOUS DES JEUNES TALENTS

Aujourd'hui, ce qui favorise plus l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes c'est d'abord

la mise en place d'un environnement propice à l'entrepreneuriat. Un cadre institutionnel favorable est vraiment essentiel.

En France par exemple on estime à 15 millions le nombre de français qui souhaite créer leur

propre entreprise mais en réalité, seules 200 milles nouvelles entreprises se créent chaque année. Cela montre que les freins à l'entrepreneuriat sont nombreux.

Je pense que l'Union européenne doit se rapprocher plus des jeunes européens des grandes écoles, des universités mais aussi chez les jeunes issus de

l'immigration chez qui il existe un talent entrepreneurial latent qui ne demande qu'à être

exploité, bref partout où il existe un potentiel de création d'entreprise.

Cela peut passer par la création d'une organisation chargée de récompenser par des prix les jeunes qui réalisent les projets les plus

innovants partout en Europe; un rendez-vous des jeunes talents européens en quelque sorte.

Il faut une Europe plus proche des jeunes européens puisque ces derniers sont les premiers concernés par l'avenir de l'Europe.

Les projets de création d'entreprises sont aujourd'hui plus importants qu'il y'a 10 ans et

nécessitent plus d'investissement et donc plus d'accompagnement et d'aides. Je pense que cela doit être un avantage pour l'Europe de voir que ses citoyens entreprennent partout dans le monde notamment dans les pays en voie de développement où le potentiel de croissance est considérable.

L'Europe a une grande chance et un avantage en Afrique et dans plusieurs pays émergents liés notamment à leur histoire. La percée de la Chine et de l'Inde en Afrique ne doit pas être un handicap, mais cependant il faut agir. Nous avons des choses à offrir dans plusieurs domaines comme les transferts de technologies dans le domaine de l'énergie ou de la recherche scientifique.

L'Europe et l'Afrique ont un futur qui est commun et des relations privilégiées.



M. Cheikh NDIAYE
JEUNE ENTREPRENEUR
SÉNÉGAL ET FRANCE

PENSER D'ABORD AUX «PETITS»

L'Europe est à un tournant. Les défis sont multiples:

- l'élargissement des frontières, le déplacement des capitaux et des emplois
- l'évolution technologique;
- raréfaction des ressources;
- vieillissement de la population;
- émergence de nouvelles économies et de modèles sociaux différents;
- changement climatique.

Pour relever ces défis, l'Europe a besoin d'entreprises fortes, prospères qui soient innovantes, créent des emplois, produisent de la richesse, investissent dans la recherche et la technologie, dans la protection de l'environnement et sont conscientes de leur responsabilité sociale. C'est pourquoi l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire la capacité créative et innovante d'une personne à concrétiser ses idées en prenant certains risques, est si important.

En fait, de nombreux citoyens européens, près d'un sur deux, souhaitent créer leur entreprise, en particulier les jeunes.

Pourquoi ne franchissent-ils pas le pas? Pourquoi ne passent-ils pas du rêve à la réalité? Parce qu'il existe bon nombre d'obstacles à chaque étape de la vie d'une entreprise.



Irimi PARI
VICE-PRÉSIDENTE
GROUPE DES
EMPLOYEURS

Les principaux obstacles que rencontrent les entreprises et surtout les PME sont les multiples réglementations complexes, les procédures coûteuses et la bureaucratie, le manque de financement, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la rigidité des marchés du travail, les coûts

salariaux indirects élevés, les difficultés liées au développement des marchés à l'étranger.

L'Europe et les États membres peuvent prendre des mesures pour permettre aux entreprises de surmonter ces problèmes en mettant au point des politiques communautaires cohérentes et intégrées qui appliqueront le principe "penser d'abord aux petits", en poursuivant leurs efforts visant à réduire les tracasseries administratives, en améliorant l'accès aux finances par le biais d'instruments financiers innovants, en promouvant le statut européen de la société privée et surtout en renforçant l'esprit d'entreprise dans les écoles et l'enseignement supérieur.

Les entreprises s'intéressent à l'Europe et l'Europe a besoin des entreprises pour relever les défis mondiaux et favoriser la prospérité de ses citoyens!

LIBERER L'ESPRIT D'ENTREPRISE

METTRE EN VALEUR LE RÔLE DES PME DANS L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

La République tchèque représente une étude de cas du développement des PME dans un nouvel État membre d'Europe centrale et orientale. Sa situation était spécifique: à l'époque communiste 99,9% de l'économie appartenait à l'État et aucune entreprise privée n'existait. À la suite de la révolution de 1989, deux vagues de privatisation ont été lancées, et l'esprit d'entreprise a été libéré, ce qui a conduit à une prolifération massive des entreprises, des entrepreneurs et des indépendants. Il n'y a eu aucune continuité et les entrepreneurs doivent apprendre sur le tas, à partir de leurs erreurs et de leurs échecs. Tout cela conduit à un comportement peu traditionnel de la part des chefs d'entreprise. Progressivement, l'environnement des entreprises s'est amélioré puis normalisé, grâce au respect de l'acquis communautaire atteint lors de l'adhésion à l'UE en 2004.

La situation actuelle est comparable à celle d'autres États membres. Les PME représentent 99,85% du total des entreprises (991.786), et elles emploient 61,4% des salariés. Elles créent 35% du PIB et représentent 54% des investissements, 43,5% des exportations et 54,6% des importations.

Les PME font face à des défis identiques ou similaires en République tchèque à ce qu'ils sont dans d'autres pays de l'UE: manque de capitaux pour leur création et leur développement, charges administratives, faiblesse des capacités d'innovation, faiblesse des activités d'exportation, insuffisance des ressources humaines, faible part dans les marchés publics.

Que conviendrait-il de faire pour les PME? À l'échelon national, les pouvoirs publics devraient



Ivan VOLEŠ
MEMBRE DU CESE

supprimer tous les obstacles bureaucratiques qui empêchent les PME d'aller jusqu'au bout de leurs potentialités, et ils devraient garantir le respect de la loi: la législation devrait être transparente et minimale. Les activités d'innovation, la recherche et le développement, l'internationalisation, l'amélioration du système d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie, la formation de systèmes productifs locaux (*clusters*), la coopération avec des centres de R&D devraient faire l'objet d'un soutien systématique. L'accès aux mesures d'incitation aux investissements devrait être assuré non seulement aux grandes entreprises mais aussi aux PME. La fiscalité devrait être simplifiée et le financement des PME facilité par le biais de capital-investissement, de réseaux d'investisseurs individuels (*business angels*) et de garanties.

Les organisations représentatives des entreprises (Chambre de commerce Tchèque, Association

tchèque des PME, *SME Union* tchèque) devraient être obligatoirement consultées sur les charges administratives induites par toute nouvelle législation sur les PME. La Chambre de commerce Tchèque a lancé plusieurs projets en faveur des PME: InMP, le réseau de points d'information pour des services de conseils; étude des capacités en matière de R&D spécialement pour les besoins des PME; appui au lancement de systèmes productifs locaux (*clusters*); soutien à la compétitivité et à l'adaptabilité des PME par le biais de l'enseignement modulaire et de services de conseil; communication directe entre établissements d'enseignement supérieur et industrie *Gateway to Research* (porte d'entrée vers la recherche); et soutien à l'internationalisation des PME par le biais d'un réseau de gestionnaires d'exportation régionale.

À l'échelon européen, il conviendrait de déployer les mêmes efforts pour réduire au strict minimum les charges administratives (penser d'abord petit); toute nouvelle législation devrait faire l'objet d'une étude détaillée de son impact sur les PME. Il faudrait adopter la loi sur les petites entreprises (*Small Business Act*) préparée pour 2008 sous une forme juridiquement contraignante pour les États membres, et favoriser l'esprit d'entreprise en proclamant l'une des années à venir Année des entrepreneurs. Tous les programmes d'aide devraient être réexaminés du point de vue de leur adéquation vis-à-vis des besoins des PME. La politique de l'Union européenne vis-à-vis des PME devrait faire l'objet d'un suivi régulier en coopération avec des organisations de PME représentatives des entreprises (Eurochambres, UEAPME).

DYNAMIQUE PANEUROPEENNE

QUE PEUVENT FAIRE LES POUVOIRS PUBLICS POUR L'ENTREPRISE?

L'opportunité existe, en partant d'un investissement modeste, de lancer une dynamique paneuropéenne et hautement efficace de constitution de réseaux d'affaires qui permettra à l'entreprise de passer à la vitesse supérieure tant à l'intérieur de chaque pays de l'UE qu'entre ces pays.

Les entrepreneurs des sociétés créatrices de croissance vivent dans un monde de problèmes et d'opportunités, un monde à 360 degrés, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Dans la mesure où ils travaillent dans un environnement à haut risque, où les réussites et les échecs alternent, où la pression des délais est très forte, leur univers est souvent frénétique, en mutation rapide, confus, compliqué, et les relations de la "chaîne alimentaire" ne sont pas toujours claires. Ils ont besoin de:

- Connexions intelligentes: un accès rapide et efficace aux investisseurs, aux clients, aux fournisseurs, aux mentors, à l'expertise, à l'innovation, à l'intelligence de marché, aux conseils, aux idées, etc.
- Visibilité dans ce marché afin d'attirer du soutien et des clients.

QUEL GROUPE A LE PLUS DE POTENTIALITÉS POUR PERMETTRE À L'ENTREPRISE DE PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE DANS L'UE?

Les jeunes entrepreneurs, les entrepreneurs seniors, ou encore les femmes chefs d'entreprises? Réponse: ils sont tous fort importants, mais ce sont **les Entrepreneurs étrangers et issus des minorités ethniques**

qui apportent un dynamisme tout particulier et de l'innovation, avec des contacts et des compétences pour les opportunités transfrontalières et interculturelles.

Au Royaume-Uni, une proportion très élevée des réussites dans le monde de l'entreprise est toujours provenu de ce groupe d'entrepreneurs.

PARLER OU AGIR?

Il faut se féliciter de ce que la quatrième tribu de l'entreprise (à savoir les pouvoirs publics) soit disposée à débattre de questions essentielles concernant l'entreprise – comme c'est le cas lors des réunions du CESE, mais quel sera le résultat concret?

Tous les organes gouvernementaux – qu'ils soient de niveau local, d'échelon national ou d'envergure régionale comme l'UE – parlent souvent de l'importance de la constitution de réseaux. Pourtant, leur soutien à la constitution de

réseaux d'affaires est, au mieux, accessoire et fragmentaire, et il n'intervient que lorsque les projets de réseaux ou les manifestations s'intègrent dans des initiatives prédéfinies et dont le budget est déjà prévu (R&D, diversité, régénération).

Pour éviter une approche trop brouillonne – initiatives d'investissement et de conseil nombreuses et en ordre dispersé, l'opportunité existe, en partant d'un investissement modeste, de lancer une dynamique paneuropéenne et hautement efficace de constitution de réseaux

d'affaires qui permettra à l'entreprise de passer à la vitesse supérieure tant à l'intérieur de chaque pays de l'UE qu'entre ces pays. Imaginons:

- des manifestations régulières d'entreprise de type CAFFE à l'intention des entrepreneurs et des partisans de l'entreprise partout dans l'UE (organisées non pas par Cityzone, mais par des groupes d'intérêt locaux);
- un réseau de réseaux qui relie ces groupes et favorise les transactions et le dialogue transfrontières;
- un "Facebook" de l'Union européenne pour les PME.

Cityzone dispose d'un modèle permettant de réaliser cet objectif et serait très heureux d'en discuter avec tous ses partisans potentiels.



Jean-Pierre BARRY
EURO MEDIA GROUP

RÉDACTEUR EN CHEF • HENRI MALOSSE

RÉDACTEUR • BIRGIT FULAR

RÉDACTION & EDITEUR PHOTOGRAPHIQUE • PAULA CORREIA

ADRESSE DU GROUPE DES EMPLOYEURS

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

Jacques Delors Building

Rue Belliard 99, B-1040 Brussels

TEL - 32-2-546 95 53

FAX - 32-2-546 97 54

E-MAIL : gr1@eesc.europa.eu

WEBSITE: <http://eesc.europa.eu>